

# Le Syvicol en crise de communication?

Un sondage reflète le manque de communication directe efficiente entre le Syvicol et les 102 communes du pays. En effet, seuls 412 élus sur plus d'un millier ont répondu au sondage. Le syndicat serait-il à réformer?

De notre journaliste  
Claude Damiani

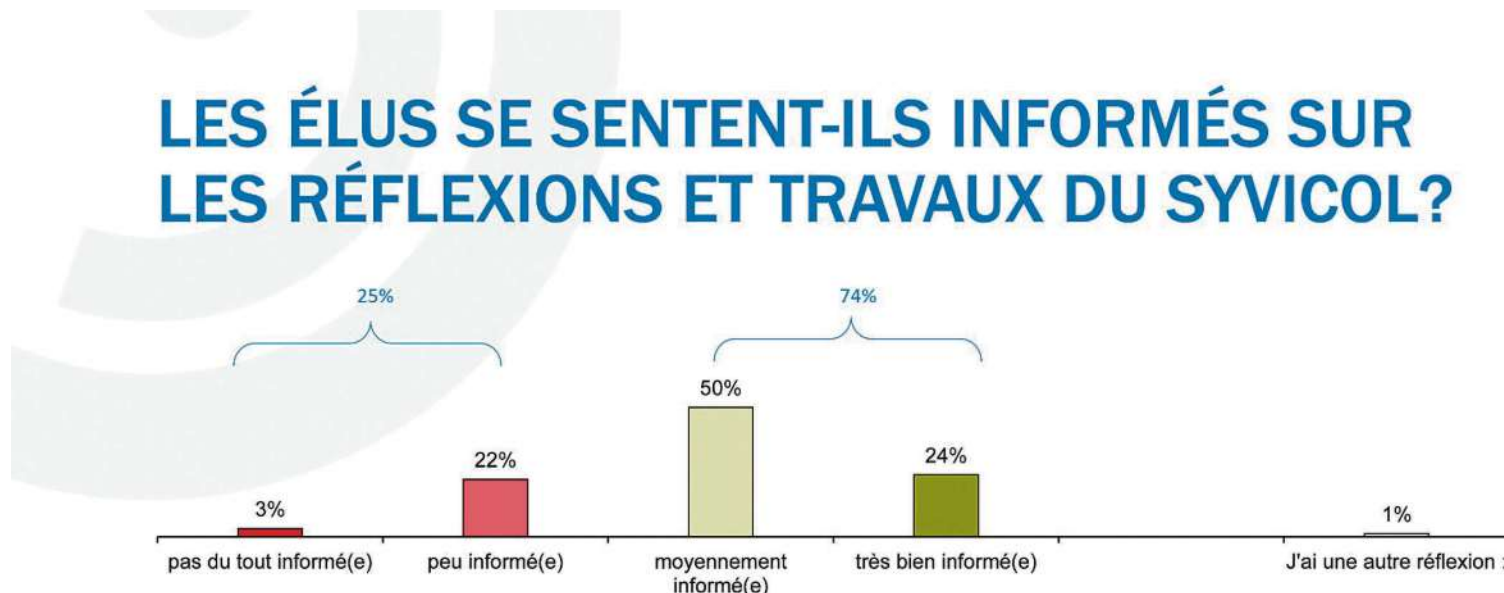
Le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises faisait grise mine hier après-midi, à l'hôtel de ville de Luxembourg, au Knuedler : en effet, «la politique de la chaise vide» semblait y être d'actualité, après un sondage pas franchement complaisant en ce qui concerne la relation entre État et communes du pays. Ainsi, au total, cinq élus communaux qui étaient présents ont brillé de par leur présence... Triste, tout de même, pour un total de 102 communes et leurs élus au nombre de plus d'un millier, lesquels avaient vraisemblablement d'autres chats à fouetter.

## Manque de temps et de reconnaissance flagrants

Mais cela dit, les grands défenseurs du Syvicol étaient, eux, bien présents afin de défendre les intérêts de leurs communes respectives, à savoir : le président du Syvicol, Émile Eicher (député-maire de



Photo : Hervé montaigne



Clervaux/CSV), aux côtés de Lydie Polfer (députée-maire de Luxembourg/DP) ainsi que du député-maire de Dudelange (Dan Biancalana/LSAP) et des représentants des communes de Waldbredimus (le bourgmestre Thomas Wolter/indépendant) et d'Hesperange (l'échevin Guy Wester/CSV). Bref,

cinq élus présents, qui se compa- taient sur les doigts de la main, sur plus d'un millier à l'échelle du pays... Peut-être avaient-ils eu peur de se «mouiller», vu la pluie abondante d'hier...

## Facteurs multiples de non-participation

Cela étant, concernant le son- dage réalisé par l'institut de mar- ché Quest, il ressort que le taux de participation aura tout de même été de 35,5 % (412 élus ont ré- pondu au niveau national). Il en est à déduire que deux tiers d'entre eux, ou presque, n'ont pas daigné – ou n'avaient pas le temps – parti- ciper au sondage. La faible repré- sentation physique, hier après- midi, à l'hôtel de ville de la capitale est sans doute caractéristique de cette tendance. Alors est-ce la cou- leur politique de son président (CSV) ou un dédain avéré qui font que les élus locaux n'ont pas grand-chose à faire du Syvicol? Ou alors est-ce une impression de dé-

laissement de la part du syndicat, notamment durant cette pandé- mie, qui les pousse – ou les décou- rage – à ne pas participer au son- dage? Pour les élus présents, la ré- ponde est multiple et les facteurs d'explication imbriqués les uns dans les autres. Bref, toutes les op- tions sont finalement ouvertes, mais selon le président du Syvicol, Émile Eicher, le constat est clair et net : «Il existe manifestement un problème de communication di- recte; Nous n'arrivons pas à join- dre bon nombre d'élus», constate-t-il avec amertume. De surcroît parce que le sondage a été mené récemment, c'est-à-dire en pleine crise sanitaire, situation dans laquelle les communes de- vraient, «normalement», rester unies avec leur tutelle étatique...

Parmi les résultats assez signifi- catifs du sondage figure la remarque selon laquelle «25 % des répon- dants se sentent peu ou pas du tout informés», a commenté Carlo Kissen de l'institut de son- dage Quest.

Alors, qu'en déduire? Un désinté- rêt ou un désamour du Syvicol liés à une tendance au repli sur soi- même face au danger du Covid?

Pour Lydie Polfer, il faut que, no- tamment, «les communes encour- agent davantage les non-Luxem- bourgeois à se présenter aux élec- tions communales. De plus, la Chambre des députés doit être dans le même timing que les com- munes», a jugé la députée-maire de la capitale, en toute connaissance de cause. Selon Dan Biancalana, «il faut mettre en place une plate- forme pour les besoins des admi- nistrés en général ainsi que pour les informer des affaires europée- nes. Il faut aussi que le Syvicol ait des compétences similaires à une chambre professionnelle», a souli- gné le bourgmestre de la Forge du Sud. Enfin, Émile Eicher a informé qu'un calendrier a été activé, à des fins de «pèlerinage», pour que «se résolve ce problème de commu- nication directe». Et qu'en pense la ministre de l'Intérieur, Taina Bofferding?